

VALLOUREC

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 212 047 480 €
Siège social, 130 rue de Silly à 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre
Siret 552 142 200 00765 - APE 741 J

**ASSEMBLEES GENERALES
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**
ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

**Documents prévus à l'article 133
du décret du 23 mars 1967**

Documents in accordance with article 133 of the decree of 23 March 1967

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Ordinaire

Les Actionnaires de la société VALLOUREC sont convoqués **Assemblée Générale Ordinaire** sur première convocation, au nouveau siège social 27 av du général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt le 29 mai 2007 à 17 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et de statuer sur les résolutions figurant ci-après. **Vos titres ne seront pas bloqués.**

Cette Assemblée ne devant pas se tenir faute d'un quorum suffisant, elle sera à nouveau convoquée avec le même ordre du jour, au Palais Brongniart, Grand Auditorium, entrée principale, rue Vivienne, 75002 Paris, pour le **MERCREDI 6 JUIN 2007 à 17 HEURES**. **Vos titres ne seront pas bloqués.**

ORDRE DU JOUR

1. Conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de Commerce,
2. Approbation des comptes sociaux et du rapport de gestion du Directoire,
3. Approbation des comptes consolidés,
4. Affectation du résultat et distribution d'un dividende,
5. Ratification de la nomination de Monsieur Edward G. Krubasik, en tant que Membre du Conseil de Surveillance
6. Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Claude Verdière, Membre du Conseil de Surveillance
7. Autorisation d'un programme de rachat d'actions
8. Ratification du transfert du siège social

Tous les Actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres, ont le droit d'assister à cette Assemblée. Sur demande adressée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax : 33 (0)1 57 78 35 04), une carte d'admission leur sera envoyée.

Conformément à l'article R 225-67 du code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, doit être constaté par une attestation de participation (**vos titres ne seront pas bloqués**) délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

INVITATION TO ATTEND Ordinary General Meeting

Vallourec's shareholders are invited to the Company's new registered office at 27, avenue du général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt on 29 May 2007 at 5 p.m to attend an Ordinary General Meeting in order to consider the items on the agenda and to decide on the following resolutions. **Your shares are free for trading.**

As this Meeting will not take place due to an insufficient quorum, notice of such Meeting will be given a second time for the meeting to be held, with the same agenda, at the Palais Brongniart (Grand Auditorium, main entrance), rue Vivienne, 75002 Paris, **on WEDNESDAY 6 JUNE 2007 AT 5 P.M. Your shares are free for trading.**

AGENDA

1. Agreements subject to article L. 225-86 of the French code de commerce,
 2. Approval of parent company financial statements and management report of the Management Board,
 3. Approval of consolidated financial statements,
 4. Allocation of net income and dividend distribution,
 5. Ratification of the appointment of Mr Edward Krubasik as a member of the Supervisory Board,
 6. Renewal of the term of office of Mr Jean-Claude Verdière as a member of the Supervisory Board,
 7. Authorization of share buy-back programme,
 8. Ratification of the transfer of the Company's registered office.
-

All shareholders, irrespective of the number of shares they hold, have the right to attend this Meeting. Upon application to the Company's registered office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax: 33 (0)1 57 78 35 04), an admission card shall be sent to any shareholder wishing to attend.

In accordance with article R 225 – 87 of the French code de commerce, the right to participate in this meeting is subject to the shares being recorded in accounts in the name of the shareholder or of an intermediary registered on the shareholder's behalf, either in the registered security accounts kept by the Company or in the bearer security accounts kept by the authorized intermediary, by midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting.

The registration or recording of the shares in bearer security accounts kept by an authorized intermediary must be shown by a certificate of holding (**your shares are free for trading**) issued by said intermediary and attached to the postal voting form or proxy form or request for an admission card drawn up in the name of the shareholder or on behalf of the shareholder represented by the registered intermediary. A certificate shall also be sent to any shareholder wishing to attend the meeting in person who has not received an admission card by midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les Actionnaires qui ne pourraient assister à cette Assemblée auront la possibilité de choisir de donner pouvoir à un autre actionnaire ou à leur conjoint ou bien de retourner une procuration sans indication de mandataire, ou bien encore de voter par correspondance. Une formule unique de vote par correspondance ou par procuration peut être demandée au moins six jours avant l'assemblée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax: 33 (0)1 57 78 35 04) Elle sera adressée aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré, par courrier, sans aucune demande de leur part.

Cette formule unique, accompagnée de l'attestation de participation, devra être renvoyée de telle façon que les services de CACEIS Corporate Trust puissent la recevoir au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire ayant déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus, peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucune cession, ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Les actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 135 et 133 du décret du 23 mars 1967 par simple demande adressée à CACEIS Corporate Trust. Ces documents seront également mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

LE DIRECTOIRE

In accordance with current legislation, shareholders who cannot attend this Meeting may choose either to nominate another shareholder or their spouse as proxy, or to return a proxy form without indicating a representative, or to vote by post. A single form for voting by post or proxy may be requested at least six days before the Meeting from the Company's registered office or from CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax: 33 (0)1 57 78 35 04). The form shall be sent automatically, by post, to all shareholders whose shares are registered in a fully registered account or in a managed registered account: such shareholders do not need to make a specific request to receive the form.

This single form, together with the certificate of holding, must be sent in such a way that the relevant departments at CACEIS Corporate Trust receive it no later than midnight, Paris time, three days before the holding of the Meeting.

When a shareholder has voted by post, sent in a proxy or requested an admission card, he may no longer choose any other method of participation in the Meeting.

A shareholder who has completed one of the above formalities may nevertheless transfer all or part of his shares. However, if the transfer takes place before midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting, the Company shall invalidate or amend the distance vote, proxy, admission card or certificate of holding accordingly. To this end, the authorized intermediary and account holder shall notify the Company or its representative of the transfer and send it the necessary information. No transfer or other transaction carried out after midnight, Paris time, on the third day preceding the Meeting, regardless of the means used, shall be notified by the authorized intermediary or taken into consideration by the Company, notwithstanding any agreement to the contrary.

Shareholders may obtain the documents covered by articles 135 and 133 of the decree of 23 March 1967 upon request from CACEIS Corporate Trust. These documents shall also be made available to shareholders at the Company's registered office.

THE MANAGEMENT BOARD

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 29 mai 2007 ne pouvant se tenir faute de quorum, à nouveau convoquée le :
6 juin 2007

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION (approbation des conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, déclare approuver les opérations mentionnées dans ce rapport et prend acte en tant que de besoin de la continuation au cours de l'exercice des conventions autorisées antérieurement.

DEUXIEME RESOLUTION (approbation des comptes sociaux et du rapport de gestion du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006, approuve le rapport de gestion du Directoire, ainsi que les comptes sociaux tels qu'ils lui ont été présentés, qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 172 068 021,08 euros.

TROISIEME RESOLUTION (approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 tels qu'ils lui ont été présentés, qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 999 295 milliers d'euros.

QUATRIEME RESOLUTION (affectation du résultat et distribution d'un dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, approuve l'affectation du résultat proposée par le Directoire.

Elle décide en conséquence d'affecter le résultat de l'exercice à hauteur de 4 084,00 euros à la réserve légale, dotant ainsi celle-ci à son plein, et d'affecter le solde soit 172 063 937,08 euros, augmenté d'une somme de 146 007 282,92 euros prélevée sur le poste « primes d'émission, de fusion, d'apport », soit un montant total de 318 071 220,00 euros, à la distribution d'un dividende.

Il est rappelé que lors de la délibération du Directoire du 12 septembre 2006, il a été déjà réparti un acompte sur dividende de 2 euros par action (soit un montant global de 103 318 970 euros). Cet acompte a été mis en paiement le 20 octobre 2006.

Il sera ainsi versé à chacune des 53 011 870 actions constituant le capital social au 31 décembre 2006 un solde de 4 euros, correspondant à un dividende total versé à chaque action au titre de l'exercice 2006 de 6 euros.

L'Assemblée précise que la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre à la date de mise en paiement. Le montant correspondant sera reporté à nouveau. En conséquence, l'Assemblée donne mandat au Directoire pour réviser le cas échéant le montant définitif de la distribution effective et le montant définitif du report à nouveau.

Ce dividende sera mis en paiement le 4 juillet 2007.

Conformément au 2° de l'article 158.3 du Code général des impôts, ce dividende est éligible à l'abattement de 40 % compensant pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France la suppression de l'avoir fiscal.

L'Assemblée Générale prend acte que les dividendes attribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions ^(*)	Dividende net par action (en euros)	Avoir fiscal par action (en euros)	Revenu global par action (en euros)
2003	9 730 226	1,60	0,80 (50 %)	2,40
2004	9 869 956	3,20	Néant	3,20
2005	10 600 332	11.20	Néant	11.20

^(*) Il est rappelé que le nombre d'actions a été multiplié par 5 le 18 juillet 2006

ORDINARY GENERAL MEETING

on 29 May 2007 will not take place due to an insufficient quorum, invited: second time on
6 June 2007

PROPOSED RESOLUTIONS

FIRST RESOLUTION *(Approval of the related party transactions)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the special report of the Auditors in respect of the agreements subject to Article L. 225-86 of the French Code de Commerce, approves the operations stated in that report and records, where relevant, the continuation of agreements authorized previously during the year under review.

SECOND RESOLUTION *(Approval of the Company financial statements and the management report of the Management Board)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board, the report of the Chairman of the Supervisory Board on internal control, the report of the Supervisory Board and the general report of the Auditors for the financial year ended 31 December 2006, hereby approves the management report of the Management Board and the Company financial statements for the financial year 2006 as presented, which show net income of € 172,068,021.08.

THIRD RESOLUTION *(Approval of the consolidated financial statements)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board, the Supervisory Board and the Auditors, approves the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2006 as presented to it, which show net income of € 999,295 thousand.

FOURTH RESOLUTION *(Allocation of net income and dividend distribution)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, hereby approves the allocation of net income recommended by the Management Board.

In so doing, it resolves to appropriate from the net income for the financial year an amount of € 4,084.00 to the legal reserve, this being the amount required to take the legal reserve to its statutory amount, and to appropriate the balance of € 172,063,937.08, increased by the amount of € 146,007,282.92 deducted from additional paid-in capital, to give a total of € 318,071,220.00, to the distribution of dividends.

Shareholders are reminded that, at its meeting on 12 September 2006, the Management Board had already decided to distribute an interim dividend of € 2 per share (a total payment of € 103,318,970). This interim dividend was paid on 20 October 2006.

Accordingly, the balance of € 4 shall be paid to each of the 53,011,870 shares representing the share capital at 31 December 2006, corresponding to a total dividend paid to each share in respect of the financial year 2006 of € 6.

The Meeting stipulates that the Company shall not receive any dividend in respect of any of its own shares that it may hold on the payment date. The corresponding amount shall be appropriated to retained earnings. Accordingly, the Meeting authorizes the Management Board, if necessary, to amend the final amount of dividends actually distributed and the final amount appropriated to retained earnings.

The dividend will be paid on 4 July 2007.

In accordance with the provisions of Article 158.3 (2^o) of the French General Tax Code (*Code Général des Impôts*), this dividend is eligible for the 40% deduction designed to compensate individuals domiciled in France for tax purposes for the abolition of the tax credit.

The General Meeting notes that the dividends granted for the preceding three financial years were as follows:

Financial year	Number of shares (*)	Net dividend per share (€)	Tax credit per share (fr)	Total income per share (€)
2003	9,730,226	1.60	0.80 (50%)	2.40
2004	9,869,956	3.20	None	3.20
2005	10,600,332	11.20	None	11.20

(*) Shareholders are reminded that the number of shares was multiplied by 5 on 18 July 2006

CINQUIEME RESOLUTION (ratification de la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de ratifier la nomination, en tant que membre du Conseil de Surveillance décidée par le Conseil du 6 mars 2007, de M. Edward G. Krubasik en remplacement de M. Wolfgang Leese.

Le mandat de M. Edward G. Krubasik expirera comme celui de son prédécesseur à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007

SIXIEME RESOLUTION (renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jean-Claude Verdière pour une durée de trois (3) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

SEPTIEME RESOLUTION (autorisation d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance, autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et dans le respect des conditions définies dans les articles 241-1 à 241-8 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- de la mise en œuvre de tout plan d'option d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L225-177 et suivants du code de commerce ;
- de leur attribution ou de leur cession aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du code du travail ;
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L225-197-1 et suivants du code de commerce ;
- de l'animation du marché ou la liquidité de l'action, par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- de la réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché ;
- de la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- de la remise d'actions dans le cadre de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée et devant se tenir ce jour, à l'issue de la présente Assemblée, de la 9^e résolution qui lui est soumise.

Ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions achetées pendant la durée du programme de rachat n'excède pas à quelque moment que ce soit 10% des actions composant le capital de la Société, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations qui pourront l'affecter postérieurement à la présente Assemblée ; étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation ou de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% de son capital social ; étant également précisé que le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne pourra pas dépasser 10% des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

FIFTH RESOLUTION (*Ratification of the appointment of a member of the Supervisory Board*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to ratify the appointment, decided upon by the Supervisory Board on 6 March 2007, of Mr Edward G. Krubasik as a member of the Supervisory Board to replace Mr Wolfgang Leese.

The term of office of Mr Edward G. Krubasik will expire, like that of his predecessor, at the end of the Meeting called to approve the financial statements for the financial year 2007.

SIXTH RESOLUTION (*Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Jean-Claude Verdière for a term of three (3) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2009.

SEVENTH RESOLUTION (*Authorization of share buy-back programme*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board and Supervisory Board, authorizes the Management Board, in accordance with Articles L. 225-209 et seq. of the French Code de Commerce and the conditions laid down in Articles 241-1 to 241-8 of the General Regulations (Règlement Général) of the Autorité des Marchés Financiers and European Regulation no. 2273/2003 of 22 December 2003 implementing EC Directive 2003/6/EC of 28 January 2003, and with the right of sub-delegation in accordance with the conditions prescribed by law, to purchase the Company's shares, or arrange for them to be purchased, with a view to:

- the implementation of any share purchase option plan of the Company in accordance with the provisions of Articles L. 225-177 et seq. of the French Code de Commerce;
- their allocation or sale to employees under the terms of the Company's profit-sharing arrangements and the implementation of any company savings plan in accordance with the provisions prescribed by law, in particular Articles L. 443-1 et seq. of the French Code du Travail;
- the allocation of bonus shares in accordance with the provisions of Articles L225-197-1 et seq. of the French Code de Commerce;
- an investment services provider stimulating the market for or liquidity of the shares under the terms of a liquidity contract in accordance with the code of business ethics recognized by the Autorité des Marchés Financiers;
- carrying out purchases, sales or transfers by any means via an investment services provider, in particular in connection with off-market transactions;
- their use by way of exchange, payment or other use in connection with any acquisition, merger or demerger transaction;
- their use in connection with the exercise of rights attached to marketable securities giving access to the Company's capital via the redemption, conversion, exchange, presentation of a warrant or in any other way; or
- the cancellation of all or part of the shares thus repurchased, subject to the adoption by the Extraordinary General Meeting convened and due to be held today, following this General Meeting, of the ninth resolution submitted to it.

This programme would also aim to enable the Company to operate in any other sector in which it is authorized to operate or would be authorized to operate under existing legislation or regulations. In such circumstances, the Company would inform its shareholders accordingly by means of a press release.

Purchases of the Company's shares may apply to a number of shares such that the number of shares purchased during the duration of the share buy-back programme does not, at any time, exceed 10% of the Company's share capital. Such percentage shall apply to the share capital as adjusted for any transactions that may affect it subsequent to this General Meeting. The terms of the buy-back programme stipulate that the number of shares acquired with a view to being held or subsequently used in connection with a merger, demerger or contribution may not exceed 5% of the Company's share capital and that the number of shares that the Company may hold at any time may not exceed 10% of the Company's share capital on the date concerned.

Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être réalisées par le Directoire, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par tous moyens en bourse ou de gré à gré, notamment par intervention sur ou hors marché, offre publique d'achat ou d'échange ou achats de blocs y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La part maximale du capital acquise, cédée, échangée ou transférée par voie de bloc de titres pourra concerner la totalité du programme de rachat. Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront avoir lieu en période d'offre publique dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et sous réserve des dispositions de l'article 631-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers relatif aux « fenêtres négatives ».

Le prix maximum d'achat de chaque action est fixé au cours de l'action à la clôture de la dernière séance de bourse précédant cette Assemblée, majorée de 50 %.

Le montant maximum destiné à la réalisation du programme de rachat est de 1 milliard d'euros.

L'Assemblée Générale délègue au Directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et tout autre autorité, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Le Directoire est expressément autorisé à subdéléguer à son Président, avec faculté pour ce dernier de sous déléguer à une personne qu'il avisera, l'exécution des décisions que le Directoire aura prises dans le cadre de la présente autorisation.

Cette autorisation restera valable pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour.

Elle prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er juin 2006.

HUITIEME RESOLUTION (*ratification du transfert du siège social*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, ratifie le transfert du siège social 27 avenue du Général Leclerc à Boulogne-Billancourt – 92100 autorisé par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 12 septembre 2006.

The purchase, disposal, exchange or transfer of shares may be carried out by the Management Board on one or more occasions, at the times the Board considers appropriate, by any means on the stock exchange or over-the-counter and notably through any intervention on or off the market, public purchase or exchange offer, or the purchase of blocks of shares, including through the use of financial derivatives. The full amount of the repurchase programme may be acquired, ceded, exchanged or transferred by means of blocks of shares. Purchase, disposal, exchange or transfer transactions may take place during the period of a public offering subject to the limits authorized by the prevailing legal and regulatory requirements and subject to the provisions of Article 631-6 of the General Regulations of the Autorité des Marchés Financiers relating to "black-out periods".

The maximum purchase price of each share is set at the price of the share at the close of the last stock exchange trading session preceding this General Meeting, increased by 50%.

The maximum amount of funds earmarked for the share buy-back programme is €1 billion.

The General Meeting invests all power in the Management Board, in the event of a change in the nominal value of the Company's shares, a capital increase by means of the capitalization of reserves, the attribution of bonus shares, a stock split or reverse stock split, the distribution of reserves or any other assets, the redemption of capital, or any other transaction affecting the Company's shareholders' equity, to adjust the aforementioned purchase price in order to take account of the impact of such transactions on the value of the Company's shares.

The General Meeting invests all power in the Management Board, with the right of sub-delegation in accordance with the conditions prescribed by law, to decide on and implement this authorization, to specify, if necessary, the terms and procedures for carrying out the buy-back programme, and, in particular, to place any stock exchange orders, conclude any agreements, notably concerning the keeping of registers of purchases and sales of shares, make any declarations to the Autorité des Marchés Financiers or any other body, carry out all formalities and, generally, do all that is necessary.

The Management Board is expressly authorized to delegate to its Chairman, with the latter having the option to sub-delegate to a person of his choice, the execution of decisions taken by the Management Board in connection with this authorization.

This authorization is granted for a period of eighteen months from today.

It renders ineffective, as from today, the unused portion, if any, of the authorization given by the Ordinary General Meeting of 1 June 2006.

EIGHTH RESOLUTION (*Ratification of the transfer of the registered office*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, ratifies the transfer of the Company's registered office to 27 avenue du Général Leclerc, Boulogne-Billancourt – 92100, France, as authorized by the Supervisory Board at its meeting on 12 September 2006.

EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2006

L'année 2006 a de nouveau été une année en tous points remarquable dans le prolongement des excellentes années 2004 et 2005.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 5 541,8 millions d'euros, en hausse de 28,7 % par rapport au chiffre d'affaires de 4 307,4 millions d'euros réalisé en 2005, lui-même déjà en hausse de 41,8 % par rapport à 2004. Chacune de ces trois années a constitué un record historique.

La demande est restée à un niveau particulièrement élevé tout au long de l'année 2006. Dans ce contexte favorable, la croissance de 28,7 % du chiffre d'affaires se décompose entre un effet périmètre de + 1,5 %, un effet volume de +7,0 % et un effet combiné mix, prix et devises de + 18,5 %. Le groupe a profité du plein effet des hausses de prix passées en 2005, ainsi que de quelques nouvelles hausses ponctuelles intervenues en 2006 et concernant certains produits à plus forte valeur ajoutée.

Dans le domaine du pétrole et gaz, le chiffre d'affaires a fortement progressé aux Etats-Unis, comme dans le reste du monde, sous l'effet conjugué d'une demande très soutenue, d'une plus forte proportion de produits premium et de quelques augmentations des prix de vente. Vallourec, en outre, a bénéficié des acquisitions d'OMSCO et de SMFI (tubes et accessoires de forage) dont les intégrations respectives se sont déroulées de façon très satisfaisante, permettant notamment la mise en œuvre de synergies industrielles et commerciales. Dans le domaine de l'énergie électrique, la demande chinoise est encore restée à un niveau très élevé, quoiqu'en léger tassement. L'activité de Vallourec a cependant commencé à bénéficier du rééquilibrage des ventes au profit de projets de centrales électriques en Europe et aux Etats-Unis.

L'orientation du groupe vers les marchés porteurs de l'énergie (pétrole et gaz et énergie électrique) s'est donc poursuivie à un rythme important puisque ceux-ci ont représenté 64,7 % du chiffre d'affaires total contre 59,3 % un an plus tôt.

L'activité raffinage et pétrochimie a également connu une forte croissance en 2006. Cette croissance a été notamment portée au premier semestre par la reconstruction de certains équipements détruits par les cyclones qui avaient touché les Etats-Unis en 2005. Le chiffre d'affaires de l'activité mécanique, limité par les capacités de production du groupe, a faiblement progressé dans un environnement marqué par une forte demande qui a poussé Vallourec à favoriser les commandes les plus intéressantes. Enfin, s'agissant des produits à destination de l'industrie automobile, les ventes ont été bonnes au Brésil, mais Vallourec a été pénalisé en Europe par le recul de l'activité des deux principaux constructeurs automobiles français, PSA et Renault.

Par rapport à 2005, les charges d'exploitation montrent une augmentation de 19,8 % qui est la résultante d'une hausse de 17,7 % des achats de matières premières, liée à un niveau de prix supérieur à celui de la même période l'an dernier, à la croissance des volumes ainsi qu'à des achats d'acier externes plus importants que par le passé, et d'une hausse de 21,9 % de l'ensemble des autres charges d'exploitation, notamment due à l'augmentation des frais de transport, des dépenses d'énergie et du recours à la sous-traitance.

Des prix de vente en moyenne plus élevés, la hausse des volumes et l'enrichissement du mix produits sont donc les principaux facteurs de la progression du résultat brut d'exploitation qui ressort en hausse de 57,0 % à 1 665,4 millions d'euros contre 1 060,6 millions d'euros en 2005. Il représente ainsi un niveau record de 30,1 % du chiffre d'affaires contre 24,6 % l'an dernier.

Le résultat net global est en progression de 58,0 % à 999,3 millions d'euros, soit 18,0 % du chiffre d'affaires. Bénéficiant en année pleine (contre un seul semestre l'an passé) de l'effet positif de l'acquisition des 45 % de V&M Tubes, le résultat net part du Groupe a, quant à lui, presque doublé à 917,0 millions d'euros.

Malgré une hausse des investissements industriels bruts (+ 49,3 %) et des dividendes versés (+ 110,5 %), le groupe a dégagé un flux de trésorerie positif lui permettant de passer d'un endettement net de 204,7 millions d'euros le 31 décembre 2005 à une trésorerie nette positive de 41,4 millions d'euros le 31 décembre 2006. Son ratio d'endettement (dette nette sur fonds propres) est ainsi passé de 13,6 % à - 1,9 %.

SUMMARY OVERVIEW OF ACTIVITY IN 2006

2006 was an outstanding year in all respects in the same way as 2004 and 2005 were excellent years.

Consolidated sales increased by 28.7% to €5,541.8 million in 2006, this after an increase of 41.8% to €4,307.4 millions in 2005 compared with 2004. For three years now, sales have reached new record highs.

Demand remained particularly strong throughout 2006. Under these favourable conditions, the 28.7% sales growth consisted of a consolidation scope effect of +1.5%, a volume effect of +7.0% and a mix/price/currency effect of +18.5%. The Group benefited from the full effect of the price increases implemented in 2005, as well as some additional specific increases in 2006 for certain products offering the highest added value.

In the oil and gas sector, Vallourec achieved strong sales growth in America and the rest of the world thanks to the combined impact of very strong demand, the increased proportion of premium products and increases in the selling prices of certain products. Vallourec also benefited from the acquisition of OMSCO and of SMFI (tubes and drilling accessories), both of which were successfully integrated and have started to generate industrial and commercial synergies. In the power generation sector, demand from China contracted a little but remained strong. Vallourec's activity began to benefit from the rebalancing of its sales in favour of power plant projects in Europe and the US.

The Group intensified its focus on the buoyant energy-related markets, i.e. oil and gas and power generation, with these segments representing 64.7% of total sales compared with 59.3% the previous year.

The refining and petrochemicals sector also experienced strong growth in 2006 that, in the first half, was fuelled in particular by the reconstruction of certain facilities destroyed by the hurricanes that hit the US in 2005. Somewhat limited by the Group's production capacity, sales in mechanical engineering increased only slightly in an environment marked by strong demand that induced Vallourec to give priority to the more worthwhile orders. Finally, regarding sales of products for the automotive industry, they were good in Brazil, whereas Vallourec was penalized in Europe by the reduced levels of activity at the two main French car manufacturers, PSA and Renault.

Operating costs increased by 19.8% compared with 2005. This resulted from a 17.7% increase in purchases of raw materials, due to higher purchase prices than in the previous year, the growth in volumes and an increase in external steel purchases, and from an overall 21.9% rise in all other operating costs, mainly due to higher transportation and energy costs and recourse to subcontracting.

The increase in average selling prices, the growth in volumes and the enhanced product mix were the main drivers of the growth in EBITDA, which increased by 57.0% to €1,665.4 million compared with €1,060.6 million in 2005. As a result, the EBITDA/sales ratio reached a record level of 30.1% compared with 24.6% the previous year.

Total net income increased by 58.0% to €999.3 million, representing 18.0% of sales. Net income, Group share almost doubled to €917.0 million, benefiting over a full year (compared with just six months in the previous year) from the positive effect of the acquisition of the 45% stake in V & M TUBES.

Despite increases in both gross capital expenditure (up 49.3%) and dividends paid (up 110.5%), the Group generated positive cash flow, enabling its cash position to swing from net debt of €204.7 million at 31 December 2005 to positive net cash of €41.4 million at 31 December 2006. Its gearing ratio (net debt/shareholders' equity) thus improved from 13.6% to -1.9%.

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Extraordinaire

Les Actionnaires de la société VALLOUREC sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire sur première convocation, au nouveau siège social 27 av du général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt le 29 mai 2007 à la suite de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le même jour à 17 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et de statuer sur les résolutions figurant ci-après. **Vos titres ne seront pas bloqués.**

Cette Assemblée ne devant pas se tenir faute d'un quorum suffisant, elle sera à nouveau convoquée avec le même ordre du jour, au Palais Brongniart, Grand Auditorium, entrée principale, rue Vivienne, 75002 Paris, pour le **MERCREDI 6 JUIN 2007** à la suite de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le même jour à **à 17 HEURES**. **Vos titres ne seront pas bloqués.**

ORDRE DU JOUR

1. Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social, par émission - avec maintien du droit préférentiel de souscription - d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de créances.
2. Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social par émission - sans droit préférentiel de souscription - d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de créances.
3. Possibilité d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital.
4. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres .
5. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription.
6. Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers.
7. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions.
8. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux

INVITATION TO ATTEND Extraordinary General Meeting

Vallourec's shareholders are invited to the Company's new registered office at 27, avenue du général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt on 29 May 2007, following the Annual General Meeting convened for the same day at 5 p.m to attend an Extraordinary General Meeting in order to consider the items on the agenda and to decide on the following resolutions. **Your shares are free for trading.**

As this Meeting will not take place due to an insufficient quorum, notice of such Meeting will be given a second time for the Meeting to be held, with the same agenda, at the Palais Brongniart (Grand Auditorium, main entrance), rue Vivienne, 75002 Paris, **on Wednesday 6 June 2007** following the Annual General Meeting to be held at 5 p.m. **Your shares are free for trading.**

AGENDA

1. Delegation to the Executive Board of authority to decide a capital increase, through issuance – with preferred subscription rights maintained – of shares and/or securities which grant access to the capital of the Company and/or securities which give right to the grant of debt securities.
2. Delegation to the Executive Board of authority to decide a capital increase through the issuance – without preferred subscription rights – of shares and/or securities which grant access to the capital of the Company and/or securities which give right to the granting of debt securities.
3. Ability to issue shares or securities which grant access to the capital of the Company without preferred subscription rights as payment for contributions in-kind relating to capital securities or securities which grant access to the capital of the Company.
4. Delegation to the Executive Board of authority to decide the capital increase by capitalizing premiums, reserves, profits or others .
5. Delegation to the Executive Board of authority to increase the number of securities to be issued in the event of a capital increase with or without preferred subscription rights.
6. Delegation to the Executive Board of authority to decide the capital increase through issuance of shares or securities which grant access to the share capital reserved for members of a savings plan without preferred subscription rights in favor of the latter.
7. Delegation to the Executive Board of its authority to grant stock options.
8. Delegation to the Executive Board of its authority to grant, for free, existing or future shares in favor of the group's employees and corporate officers or to some of them.

9. Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues
10. Modification des Statuts

Tous les Actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres, ont le droit d'assister à cette Assemblée. Sur demande adressée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax : 33 (0)1 57 78 35 04), une carte d'admission leur sera envoyée.

Conformément à l'article R 225-67 du code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, doit être constaté par une attestation de participation (**Vos titres ne seront pas bloqués**) délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les Actionnaires qui ne pourraient assister à cette Assemblée auront la possibilité de choisir de donner pouvoir à un autre actionnaire ou à leur conjoint ou bien de retourner une procuration sans indication de mandataire, ou bien encore de voter par correspondance. Une formule unique de vote par correspondance ou par procuration peut être demandée au moins six jours avant l'assemblée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy les Moulineaux cedex 09 (fax : 33 (0)1 57 78 35 04) Elle sera adressée aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré, par courrier, sans aucune demande de leur part.

Cette formule unique, accompagnée de l'attestation de participation, devra être renvoyée de telle façon que les services de CACEIS Corporate Trust puissent la recevoir au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire ayant déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus, peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucune cession, ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Les actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 135 et 133 du décret du 23 mars 1967 par simple demande adressée à CACEIS Corporate Trust. Ces documents seront également mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

LE DIRECTOIRE

9. Authorization granted to the Executive Board to reduce the share capital through the cancellation of treasury shares.
10. Modification of the by-laws.

All shareholders, irrespective of the number of shares they hold, have the right to attend this Meeting. Upon application to the Company's registered office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09 (fax: 33 (0)1 57 78 35 04), an admission card shall be sent to any shareholder wishing to attend.

In accordance with article R 225 – 87 of the French code de commerce, the right to participate in this meeting is subject to the shares being recorded in accounts in the name of the shareholder or of an intermediary registered on the shareholder's behalf, either in the registered security accounts kept by the Company or in the bearer security accounts kept by the authorized intermediary, by midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting.

The registration or recording of the shares in bearer security accounts kept by an authorized intermediary must be shown by a certificate of holding issued by said intermediary and attached to the postal voting form or proxy form or request for an admission card drawn up in the name of the shareholder or on behalf of the shareholder represented by the registered intermediary. A certificate shall also be sent to any shareholder wishing to attend the meeting in person who has not received an admission card by midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting.

In accordance with current legislation, shareholders who cannot attend this Meeting may choose either to nominate another shareholder or their spouse as proxy, or to return a proxy form without indicating a representative, or to vote by post. A single form for voting by post or proxy may be requested at least six days before the Meeting from the Company's registered office or from CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle - 92862 Issy les Moulineaux cedex 09 (fax: 33 (0)1 57 78 35 04). The form shall be sent automatically, by post, to all shareholders whose shares are registered in a fully registered account or in a managed registered account: such shareholders do not need to make a specific request to receive the form.

This single form, together with the certificate of holding, must be sent in such a way that the relevant departments at CACEIS Corporate Trust receive it no later than midnight, Paris time, three days before the holding of the Meeting.

When a shareholder has voted by post, sent in a proxy or requested an admission card, he may no longer choose any other method of participation in the Meeting.

A shareholder who has completed one of the above formalities may nevertheless transfer all or part of his shares. However, if the transfer takes place before midnight, Paris time, on the third business day preceding the Meeting, the Company shall invalidate or amend the distance vote, proxy, admission card or certificate of holding accordingly. To this end, the authorized intermediary and account holder shall notify the Company or its representative of the transfer and send it the necessary information. No transfer or other transaction carried out after midnight, Paris time, on the third day preceding the Meeting, regardless of the means used, shall be notified by the authorized intermediary or taken into consideration by the Company, notwithstanding any agreement to the contrary.

Shareholders may obtain the documents covered by Articles 135 and 133 of the Decree of 23 March 1967 upon request from CACEIS Corporate Trust. These documents shall also be made available to shareholders at the Company's registered office.

THE MANAGEMENT BOARD

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

du 29 mai 2007 ne pouvant se tenir faute de quorum, à nouveau convoquée le :
6 juin 2007

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION (*Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social, par émission - avec maintien du droit préférentiel de souscription - d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de créances*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce :

1. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société (qu'il s'agisse d'actions nouvelles ou existantes) ou encore de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
2. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital des sociétés dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
3. décide de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 40 millions d'euros, étant précisé que le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième résolutions de la présente assemblée est fixé à 40 millions d'euros ;
 - à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
4. Fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution ;
5. En cas d'usage par le Directoire de la présente délégation :
 - décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux ;
 - prend acte du fait que le Directoire a la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible ;
 - prend acte du fait que la présente délégation de compétence emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

on 29 May 2007 will not take place due to an insufficient quorum, invited: second time on
6 June 2007

PROPOSED RESOLUTIONS

FIRST RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of authority to decide a capital increase, through issuance – with preferred subscription rights maintained – of shares and/or securities which grant access to the capital of the Company and/or securities which give right to the grant of debt securities*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for extraordinary meetings, and having considered the report prepared by the Executive Board and the statutory auditors' special report, and in accordance with the provisions of Articles L. 225-129 et seq. of the French Commercial Code, in particular Article L. 225-129-2 of the French Commercial Code:

1. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide a capital increase, on one or more occasions, in France or abroad, under any such proportion and at any such periods it may deem appropriate, either in euros, or in any other currency or monetary unit established by reference to several currencies, by issuing shares (other than preferred shares) or other securities which grant access to the Company's capital (whether new or existing shares), or securities giving right to the granting of debt securities, issued for valuable or no consideration, governed by Articles L. 228-91 et seq. of the French Commercial Code; it being specified that the subscription of shares and other securities might be made either in cash, or by set-off with receivables, or by capitalization of reserves, profits and premiums;
2. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide the issuance of securities which grant access to the capital of companies of which the Company directly or indirectly owns more than half of the capital;
3. Decides to set the following limits on the size of a capital increase in the event of the use by the Executive Board of this delegation:
 - the maximum nominal amount of capital increases which may occur immediately or in the future pursuant to this delegation is set at 40 million euros; it being specified that the global maximum nominal amount of the capital increases which may occur pursuant to this delegation and that granted pursuant to the second, third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth resolutions of this Meeting, is set at 40 million euros;
 - the nominal value of the supplemental shares that may be issued in the event of new financial transactions, if any, in order to preserve the rights of holders of securities which grant access to the capital, shall be added to these caps;
4. Sets at twenty-six months, from the date hereof, the period of validity of the delegation of authority under this resolution;
5. In the event of the use by the Executive Board of this delegation:
 - decides that the issuance(s) will be reserved by giving priority to shareholders who may subscribe as of right (à titre irréductible) in proportion to the number of shares that they will then hold;
 - acknowledges that the Executive Board has the power to institute a subscription right for the excess securities (à titre réductible) ;
 - acknowledges the fact that this delegation of authority will automatically entail the waiver by shareholders, in favor of holders of issued securities which grant access to the capital of the Company, of their preferred subscription rights to shares to which such securities entitle them immediately or in the future;

- prend acte du fait que, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Directoire pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions ou, dans le cas de valeurs mobilières donnant accès au capital, lesdites valeurs mobilières dont l'émission a été décidée mais n'ayant pas été souscrites ;
 - offrir au public tout ou partie des actions ou, dans le cas de valeurs mobilières donnant accès au capital, desdites valeurs mobilières non souscrites, sur le marché français ou à l'étranger ;
 - décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes, étant précisé que le Directoire aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;
6. Décide que le Directoire aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
- décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
 - décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
 - déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; décider, en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la société) ; le cas échéant, ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance, ou prévoir la faculté pour la société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la société, ou encore prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières (par exemple, du fait de leurs modalités de remboursement ou de rémunération ou d'autres droits tels qu'indexation, faculté d'options) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
 - déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
 - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
 - fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- acknowledges that, in accordance with Article L. 225-134 of the French Commercial Code, if the subscriptions as of right (*à titre irréductible*), and of the excess securities (*à titre réductible*), if any, have not absorbed the aggregate capital increase, the Executive Board may use, as permitted by law and in such order as it may determine, one of the powers listed below:
 - limiting the capital increase to the amount of the subscriptions, provided that such amount reaches at least three-quarters of the approved increase;
 - freely allocating all or part of the shares or, in the case of securities which grant access to the capital, those securities the issuance of which has been approved but which have not been subscribed;
 - offering to the public, by public issuance, all or part of the shares or, in the case of securities which grant access to the capital, those non-subscribed securities, either on the French market, and/or abroad;
 - decides that the issuances of warrants (*bons de souscription d'actions*) of the Company may be carried out not only by subscription offer, but also by granting them for free to owners of former shares; it being specified that the Executive Board will have the power to decide that the rights to the grant of fractional shares (*rompus*) will not be tradable and that the corresponding securities will be sold;
6. Decides that the Executive Board will have all powers to implement this delegation of authority, in order, in particular, to:
- approve the capital increase and determine the category of securities to be issued;
 - approve the amount of the capital increase, the issuance price and the amount of the premium that may be requested upon issuance, if any;
 - determine the dates and terms of the capital increase, type, characteristics of the securities to be created; decide, furthermore, in the case of bonds or other debt securities (including securities which give right to the granting of debt securities in accordance with Article L. 228-91 of the French Commercial Code), whether they are subordinated or not (and their subordination rank, if necessary, in accordance with Article L. 228-97 of the French Commercial Code), set their interest rate (in particular fixed or variable interest rate or zero coupon or indexed), and provide some mandatory or optional cases in which the interests may be suspended or not paid, if necessary, provide their term (fixed or indefinite), the possibility to decrease or increase the par-value of the securities and other conditions of issuance (including whether they are granted guarantees or liens) and amortization (including reimbursement by delivery of assets of the Company); bonds may be attached to such securities, giving the right to the grant, purchase, or subscription of bonds or other securities representing indebtedness, or provide the option for the company to issue some debt securities (assimilable or not) as payment of interests the payment of which would have been suspended by the company, or take the form of complex bonds within the meaning determined by the stock exchange authorities (for example, due to their redemption or payment terms or other rights such as indexation, option rights); modify, for the duration of the securities concerned, the conditions referred to above, in compliance with the applicable formalities;
 - determine the method of paying-up of the shares or securities which grant access to the capital to be issued immediately or in the future;
 - set, if necessary, the terms of the exercise of the rights (rights for conversion, exchange, redemption, if any, including by delivery of the assets of the company such as shares or securities already issued by the company) attached to the shares or securities which grant access to the capital to be issued and, in particular, set the date, even if retroactive, from which the new shares will bear interest, as well as any other terms and conditions of realization of the capital increase;
 - set the terms and conditions under which the Company will have the right to purchase or exchange on a stock exchange, at any time or during fixed periods, securities issued or to be issued immediately or in the future, in order to cancel them or not, in accordance with the law;
 - provide an option to suspend the exercise of rights attached to such securities as permitted by laws and regulations;

- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
7. Prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation de compétence relative à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, couvrant les valeurs mobilières et opérations visées à la présente résolution ;
9. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Directoire viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Directoire rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la bi et à la réglementation de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

DEUXIEME RESOLUTION *(Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social par émission - sans droit préférentiel de souscription - d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de créances)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-148 et L. 228-92 dudit Code :

1. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, sous réserve des dispositions de l'article L. 233-32 du Code de commerce, en France ou à l'étranger, en faisant publiquement appel à l'épargne, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société (qu'il s'agisse d'actions nouvelles ou existantes) ou encore de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes. Ces valeurs mobilières pourront notamment être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société, dans le cadre d'une offre publique d'échange réalisée en France ou à l'étranger selon les règles locales (par exemple dans le cadre d'une « reverse merger » de type anglo-saxon) sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
2. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital des sociétés dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
3. Décide de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 10 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la première résolution de la présente assemblée ;

- in its sole discretion, allocate the costs of the capital increase to its corresponding amount of share premiums and deduct from such amount the amounts required to increase the amount of the legal reserve;
 - make any adjustments aimed at taking into account the impact of transactions on the Company's capital, in particular in the event of the modification of the par value of the shares, capital increase by capitalization of reserves, grant of free shares, stock split or reverse stock split, distribution of reserves or of any other assets, depreciation of capital, or any other transaction or undertaking affecting shareholders' equity, and to set the terms and conditions required to ensure the protection of the rights of holders of securities which grant access to the share capital;
 - acknowledge the completion of each capital increase and modify the by-laws accordingly;
 - generally, enter into any agreement, in particular to guarantee the completion of the contemplated issuances, take all measures and carry out all formalities necessary for the issuance, listing and servicing of the securities issued pursuant to this delegation and the exercise of rights attached thereto;
7. Acknowledges that this delegation deprives of effect from the date hereof the unused portion, if any, of any prior delegation having the same object, i.e. any delegation of authority relating to the increase of the share capital through the issuance, with preferred subscription rights maintained, of the shares and/or securities and transactions mentioned in this resolution.
9. Acknowledges that, in the event that the Executive Board uses the delegation of authority granted to it under this resolution, the Executive Board shall report to the next ordinary Shareholders' Meeting, in accordance with the laws and regulations, the use made of the authorizations granted in this resolution.

SECOND RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of authority to decide a capital increase through the issuance – without preferred subscription rights – of shares and/or securities which grant access to the capital of the Company and/or securities which give right to the granting of debt securities*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for Extraordinary Meetings, and having considered the Executive Board's report and statutory auditors' special report, in accordance with Articles L. 225-129 *et seq.* of the French Commercial Code, in particular Articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-148 and L. 228-92 of said Code:

1. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide a capital increase, on one or more occasions, under any such proportion and at any such periods it may deem appropriate, subject to the provisions of Article L 233-32 of the French Commercial Code, in France or abroad, through a public offer, either in euros, or in any other currency or monetary unit established by reference to several currencies, by issuing shares (other than preferred shares) or securities which grant access to the capital of the Company (whether new or existing shares) or securities giving right to the granting of debt securities, issued for valuable or no consideration, governed by Articles L. 228-91 *et seq.* of the French Commercial Code; it being specified that the subscription of shares and other securities might be made either in cash, or by way of set-off with receivables, or by capitalizing reserves, profits and premiums. Such securities might, in particular, be issued to remunerate securities that will be contributed to the Company, in the context of an exchange public tender offer carried out in France or abroad according to local rules (for example in the context of an Anglo-Saxon "reverse merger") on securities complying with the conditions set by Article L. 225-148 of the French Commercial Code;
2. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide the issuance of securities which grant access to the capital of companies in which the Company directly or indirectly holds more than half of the capital;
3. Decides to set the following limits on the size of authorized capital increases in the event of the use of this delegation by the Executive Board:
 - the maximum nominal amount of capital increases which may occur immediately or in the future pursuant to this delegation is set at 10 million euros; it being specified that this amount will be deducted from the amount of the global cap provided for in paragraph 3 of the first resolution of this Meeting;

- à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
4. Fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution ;
 5. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Directoire en application de l'article L. 225-135, 2^{ème} alinéa, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France ou à l'étranger ;
 6. Prend acte du fait que si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
 7. Prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit ;
 8. Prend acte du fait que, conformément à l'article L. 225-136 1^{er} alinéa du Code de commerce :
 - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur l'Eurolist d'Euronext précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital moins 5%), après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;
 - la conversion, le remboursement ou généralement la transformation en actions de chaque valeur mobilière donnant accès au capital se fera, compte tenu de la valeur nominale de l'obligation ou de ladite valeur mobilière, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la société, pour chaque action, soit au moins égale au prix de souscription minimum défini au premier alinéa du présent paragraphe 9 ;
 9. Décide que le Directoire aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
 - décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;

- the nominal value of the supplemental shares that may be issued in the event of new financial transactions, if any, in order to preserve the rights of holders of securities which grant access to the capital, shall be added to these caps;
4. Sets at twenty-six months, from the date hereof, the period of validity of the delegation of authority under this resolution;
 5. Decides to waive the shareholders' preferred subscription rights to the securities which are the subject of this resolution, but grants to the Executive Board, in accordance with Article L. 225-135, 2nd paragraph, the power to give shareholders, for as long, and according to such terms, as it may determine in accordance with applicable laws and regulations, and for all or part of any completed issuance, a priority subscription period that may not give rise to the creation of tradable rights and that must be exercised in proportion to the number of shares owned by each shareholder and could be supplemented by a subscription for excess securities (*à titre réductible*); it being specified that the non-subscribed securities will thus be publicly offered in France or abroad;
 6. Acknowledges that if the subscriptions, including those of the shareholders, if any, have not absorbed the entire issuance, the Board might limit the transaction to the subscriptions received, provided that the amount of the subscriptions be at least equal to three-quarters of the approved issuance;
 7. Acknowledges that this delegation will automatically entail the waiver by the shareholders, in favor of holders of issued securities which grant access to the capital of the Company, of their preferred subscription rights to the shares to which the issued securities entitle them;
 8. Acknowledges that, in accordance with Article L. 225-136 1^o 1st paragraph of the French Commercial Code:
 - the issuance price for shares directly issued will be at least equal to the minimum provided for by regulations applicable on the day of the issuance (as of today, the minimum is the weighted average of the market prices for the last three trading days on Eurolist by Euronext preceding the determination of the subscription price of the capital increase less 5%), after adjustment, if necessary, of this average in the event of a difference between the exercise dates;
 - the issuance price of securities which grant access to the capital of the Company will be such that the amount received immediately by the Company, plus any amount to be received subsequently by the Company will, for each share issued as a result of the issuance of such securities, be at least equal to the minimum subscription price defined in the previous paragraph;
 - the conversion, redemption or transformation into shares of each security which has access to the capital of the Company, will be converted, given the par value of the bond or of said security, into a number of shares such that the amount received by the Company, for each share, will be at least equal to the minimum subscription price defined in the first subparagraph of this paragraph 9;
 9. Decides that the Executive Board will have all powers to implement this delegation of its authority in order, in particular, to:
 - decide the capital increase and determine the securities to be issued;
 - decide the amount of the capital increase, the issuance price and the amount of the premium that might be requested upon issuance, if any;

- déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; décider, en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créance (y compris les valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance visées à l'article L. 228-91 du Code de commerce), de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la société) ; le cas échéant, ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance, ou prévoir la faculté pour la société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la société, ou encore prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières (par exemple, du fait de leurs modalités de remboursement ou de rémunération ou d'autres droits tels qu'indexation, faculté d'options) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
- fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- en cas d'émission de valeurs mobilières à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique ayant une composante d'échange (OPE), arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser et déterminer les modalités de l'émission dans le cadre, soit d'une OPE, d'une offre alternative d'achat ou d'échange, soit d'une offre unique proposant l'achat ou l'échange des titres visés contre un règlement en titres et en numéraire, soit d'une offre publique d'achat (OPA) ou d'échange à titre principal, assortie d'une OPE ou d'une OPA à titre subsidiaire, ou de toute autre forme d'offre publique conforme à la loi et la réglementation applicables à ladite offre publique ;
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

- determine the issuance dates and terms of the capital increase, the type and characteristics of the securities to be created; decide, furthermore, in the case of bonds or other debt securities (including securities which give right to the grant of debt securities in accordance with Article L. 228-91 of the French Commercial Code), whether they shall be subordinated or not (and their subordination rank, if necessary, in accordance with Article L. 228-97 of the French Commercial Code), set their interest rate (in particular fixed or variable interest rate or zero coupon or indexed), and provide some mandatory or optional cases in which the interests may be suspended or not paid, if necessary, provide their term (fixed or indefinite), the possibility to decrease or increase the par-value of the securities and other conditions of issuance (including whether they are granted guarantees or liens) and amortization (including reimbursement by delivery of assets of the Company); bonds may be attached to such securities, giving the right to the grant, purchase, or subscription of bonds or other securities representing indebtedness, or provide the option for the company to issue some debt securities (assimilable or not) as payment of interests the payment of which would have been suspended by the company, or take the form of complex bonds within the meaning determined by the stock exchange authorities (for example, due to their redemption or payment terms or other rights such as indexation, option rights); modify, for the duration of the securities concerned, the conditions referred to above, in compliance with the applicable formalities;
- determine the method of paying-up of the shares or other securities which grant access to the capital to be issued immediately or in the future;
- set, if necessary, the terms of the exercise of the rights (rights for conversion, exchange, redemption, if any, including by delivery of the assets of the company such as shares or securities already issued by the company) attached to the shares or securities which grant access to the capital to be issued and, in particular, set the date, even if retroactive, from which the new shares will bear interest, as well as any other terms and conditions of realization of the capital increase;
- set the terms and conditions under which the Company will have, if necessary, the right to purchase or exchange securities issued or to be issued immediately or in the future on a stock exchange, at any time or during fixed periods, in order to cancel them or not, in accordance with the law;
- provide a right to suspend the exercise of rights attached to the issued securities as permitted by laws and regulations;
- in the event of an issuance of securities in the context of a public exchange offer (*offre publique d'échange* (OPE)) with an exchange part, draw up a list of securities to be contributed on the exchange, set the conditions for the issuance, the exchange ratio as well as the amount of the equalization payment in cash (*soulte*), if any, and determine the terms and conditions of an issuance for an OPE, an alternative purchase or exchange offer, a single offer to buy or trade securities in consideration for a payment in securities or cash, a principal public tender offer (*offre publique d'achat* (OPA)) or public exchange offer accompanied by a subsidiary public exchange offer or a public tender offer, or any other form of public offer complying with the law and regulations applicable to such a public offer;
- at its sole discretion, allocate the costs of the share capital increase to the corresponding amount of premiums and deduct from such amount the amounts required to increase the amount of the legal reserve;
- make any adjustments aimed at taking into account the impact of transactions on the Company's capital, in particular in the event of the modification of the par value of the share, share capital increase by capitalization of reserves, granting of free shares, stock split or reverse stock split, distribution of reserves or of any other assets, depreciation of share capital, or any other transaction or undertaking affecting shareholders' equity, and to set the terms and conditions required to ensure the protection of the rights of holders of securities which grant access to the share capital;
- acknowledge the completion of each capital increase and modify the by-laws accordingly;
- generally, enter into any agreement, in particular to guarantee the completion of the contemplated issuances, take all measures and carry out all formalities necessary for the issuance, listing and servicing of the securities issued pursuant to this delegation and the exercise of rights attached thereto;

10. Prend acte du fait que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation globale de compétence relative à l'augmentation du capital, sans droit préférentiel de souscription, couvrant les valeurs mobilières et opérations visées à la présente résolution ;

11. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Directoire viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Directoire rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

TROISIEME RESOLUTION (*Possibilité d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment de l'article L. 225-147, 6^e alinéa dudit Code :

1. Délègue au Directoire tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, dans la limite de 10 % du capital social au jour de l'émission, en tenant compte des opérations affectant le capital postérieurement à la date de la présente assemblée générale, à l'effet de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, par l'émission, en une ou plusieurs fois, d'actions (à l'exclusion d'actions de préférence) ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ;
2. Décide que le Directoire aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, à l'effet notamment de :
 - décider l'augmentation de capital rémunérant les apports et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
 - arrêter la liste des valeurs mobilières apportées, approuver l'évaluation des apports, fixer les conditions de l'émission des valeurs mobilières rémunérant les apports, ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser, approuver l'octroi des avantages particuliers, et réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers ;
 - déterminer les caractéristiques des valeurs mobilières rémunérant les apports et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
3. Décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 4 de la deuxième résolution de la présente assemblée ;
4. Prend acte du fait que cette délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation permettant d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elle est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

10. Acknowledges that this delegation deprives of effect from the date hereof the unused portion, if any, of any prior delegation having the same object, i.e. any global delegation of authority relating to the increase of the share capital through the issuance, without preferred subscription rights, of the shares and/or securities and transactions mentioned in this resolution.
11. Acknowledges that, in the event that the Executive Board uses the delegation of authority granted to it under this resolution, the Executive Board shall report to the next Ordinary Shareholders' Meeting, as permitted by laws and regulations, the use made of the authorizations granted in this resolution.

THIRD RESOLUTION *(Ability to issue shares or securities which grant access to the capital of the Company without preferred subscription rights as payment for contributions in-kind relating to capital securities or securities which grant access to the capital of the Company)*

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for extraordinary meetings, and having considered the Executive Board's report and the statutory auditors' special report, and in accordance with the provisions of Articles L. 225-129 et seq. of the French Commercial Code, and in particular Article L. 225-147, 6th paragraph of said Code;

1. Delegates all powers to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by law, within the limit of 10% of the share capital as of the issuance date, and by taking into account transactions affecting the share capital after this Shareholders' Meeting, to pay for contributions in-kind granted to the Company and which consist of capital securities or securities which grant access to the capital of the company, when the provisions of Article L. 225-148 of the French Commercial Code do not apply, by issuing, on one or more occasions, shares (other than preferred shares) or securities which grant access to the Company's capital ;
2. Decides that the Executive Board will have all powers, including power to sub-delegate as permitted by law, to implement this delegation of authority, in order, in particular, to:
 - decide the capital increase as payment for contributions in-kind and determine the category of securities to be issued;
 - draw up a list of securities contributed to the exchange, approve the valuation of the contributions, set the conditions for the issuance of the securities granted in exchange for the contributions, as well as the amount of the equalization payment in cash, if applicable, approve the grant of special advantages (avantages particuliers), and reduce, if the contributors consent, the valuation of the contributions, or the consideration for the special advantages;
 - determine the characteristics of the securities to be created as payment for the contributions in-kind, and set the terms and conditions to ensure that the protection of the rights of holders of securities which grant access to the share capital in the future will be ensured, if applicable;
 - at its sole discretion, allocate the costs of the capital increases to its corresponding amount of share premiums and deduct from such amount the amounts required to increase the amount of the legal reserve;
 - acknowledge the completion of each capital increase and modify the by-laws accordingly;
 - generally, take all measures and carry out all formalities necessary for the issuance, listing and servicing of the securities issued pursuant to this delegation and the exercise of rights attached thereto.
3. Decides that the nominal amount of the capital increases carried out pursuant to this resolution will be deducted the amount of the global cap provided for in paragraph 4 of the second resolution of this Meeting;
4. Acknowledges that this delegation deprives of effect from the date hereof the unused portion, if any, of any prior delegation having the same object, i.e. any delegation of authority relating to the issuance of shares or securities which grant access to the share capital without preferred subscription rights as payment for contributions in-kind related to capital securities or securities which grant access to the capital of the Company. This authorization is granted for a twenty-six-month period from the date hereof.

QUATRIEME RESOLUTION (Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce :

1. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser 20 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la première résolution de la présente assemblée;
2. En cas d'usage par le Directoire de la présente délégation de compétence, délègue à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
 - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ;
 - décider, en cas de distributions d'actions gratuites :
 - que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
 - de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, de passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
3. Prend acte du fait que cette délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation de compétence relative à l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres. Elle est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

CINQUIEME RESOLUTION (Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance pris du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

FOURTH RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of authority to decide the capital increase by capitalizing premiums, reserves, profits or others*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for ordinary meetings, and having considered the Executive Board' report and in accordance with the provisions of Article L. 225-130 of the French Commercial Code:

1. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide the capital increase, on one or more occasions, under any such proportion and at any such periods it may deem appropriate, by capitalization of premiums, reserves, profits or other means, provided that such capitalization is allowed by the law and under the by-laws, taking the form of the grant of free shares or the increase in the par value of the existing shares or by jointly using both methods. The maximum nominal amount of the capital increases that would be carried out in this respect may not exceed 20 million euros; it being specified that this amount will be deducted the amount of the global cap provided for in paragraph 3 of the first resolution of this Meeting;
2. In the event of the use by the Executive Board of this delegation of authority, delegates to it all powers, including the power to sub-delegate as permitted by law, to implement this delegation, in order, in particular, to:
 - set the amount and nature of the sums to be incorporated into the share capital, set the number of new shares to be issued and/or the increase in the par value of the existing shares forming the share capital, determine the date, even if retroactive, from which the new shares shall give economic rights to their holders or on which the increase in the par value will be effective;
 - decide, in the event of distributions of free shares:
 - that the fractional rights (rompus) might not be traded and that the corresponding shares will be sold; the proceeds from the sale will be allocated to the holders of the rights, under the conditions provided for by the laws and regulations;
 - to make any adjustments taking into account the impact of transactions on the Company's capital, particularly in the event of a modification of the par value of the shares, a capital increase by capitalization of reserves, the grant of free shares, a stock split or a reverse stock split, the distribution of reserves or any other assets, the depreciation of its capital, or any other transaction or undertaking affecting shareholder equity, and to set the terms and conditions required for the protection of the rights of holders of securities which grant access to the capital of the company;
 - to acknowledge the completion of each capital increase and to amend the by-laws accordingly;
 - generally, to enter into any agreement, take all measures and complete all formalities useful for the issuance, listing and servicing of the securities issued pursuant to this delegation as well as the exercise of the rights attached thereto;
3. Acknowledges that this delegation deprives of effect from the date hereof the unused portion, if any, of any prior delegation having the same object, i.e. any delegation of authority relating to the increase of the share capital by capitalization of premiums, reserves, profits or other. This authorization is granted for a twenty-six-month period from the date hereof.

FIFTH RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of authority to increase the number of securities to be issued in the event of a capital increase with or without preferred subscription rights*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions of extraordinary meetings, and having considered the report prepared by the Executive Board and the statutory auditors' special report, in accordance with the provisions of Article L. 225-135-1 of the French Commercial Code:

1. Délègue au Directoire sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des première et deuxième résolutions, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché ;
2. Décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées par la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 4 de la deuxième résolution de la présente assemblée.

La présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

SIXIEME RESOLUTION (*Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément d'une part aux dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail :

1. Délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant nominal maximal de 5 millions d'euros, par émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou tout autre plan aux adhérents duquel l'article L. 443-5 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein d'une entreprise ou groupe d'entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la société en application de l'article L. 444-3 du Code du travail ; étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la première résolution de la présente assemblée ;
2. Fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation d'émission faisant l'objet de la présente délégation ;
3. Décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital nouvelles sera déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail et sera égal à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la société sur l'Eurolist d'Euronext lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription pour les adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ;
4. Décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission fait l'objet de la présente délégation ;
5. Autorise le Directoire, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise telles que prévues par le dernier alinéa de l'article L. 443-5 du Code du travail ;
6. Décide que le Directoire aura tous pouvoirs pour mettre en oeuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment :
 - d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les bénéficiaires ci-dessus indiqués pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital attribuées gratuitement ;
 - de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;

1. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide an increase in the number of securities to be issued in the event of a capital increase of the Company with or without preferred subscription rights in accordance with the first or second resolutions, at the same price as the price retained for the initial issuance, within the time constraints and limits provided for by the applicable regulations on the day of the issuance (i.e., as of today, within thirty days of the closing of the subscription period and in an amount up to 15% of the initial issuance), in particular to the effect of granting an over-allotment option (option de sur-allocation) in accordance with usual market practices;
2. Decides that the nominal amount of the capital increases decided under this resolution will be deducted from the amount of the global cap provided for in paragraph 4 of the second resolution of this Meeting.

This authorization is granted for a twenty-six-month period from the date hereof.

SIXTH RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of authority to decide the capital increase through issuance of shares or securities which grant access to the share capital reserved for members of a savings plan without preferred subscription rights in favor of the latter*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Executive Board' report and the statutory auditors' special report, in accordance with the provisions of Articles L. 225-129-6 and L. 225-138-1 of the French Commercial Code, on the one hand, and those of Articles L. 443-1 et seq. of the French Labor Code, on the other hand:

1. Delegates to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, its authority to decide the capital increase, on one or more occasions, for a maximum nominal amount of 5 million euros, by issuance of shares or securities which grant access to the capital reserved for members of one or more company savings plan (or any other plan for the members of which Article L. 443-5 of the French Labor Code will allow to reserve a portion of the capital increase under equivalent conditions) set up within a company or a group of companies, either French or foreign, falling within the scope of consolidation or combination of the financial statements of the Company in accordance with Article L. 444-3 of the French Labor Code; it being specified that the maximum nominal amount of the capital increases that would be carried out immediately or in the future pursuant to this delegation will be deducted from the amount of the global cap provided for in paragraph 3 of the first resolution of this Meeting;
2. Sets at twenty-six months, from the date hereof, the period of validity of the delegation granted under this resolution;
3. Decides that the issuance price for the shares or securities which grant access to the capital will be determined under the conditions provided for in Article L. 443-5 of the French Labor Code and will be equal to the average of the shares' trading prices of the Company on Eurolist by Euronext during the twenty trading days prior to the day on which is set the date of opening of the subscription period for the members of a company savings plan;
4. Decides to waive, in favor of the above-mentioned beneficiaries, the shareholders' preferred subscription rights to shares and securities granting access to the capital that might be issued pursuant to this delegation;
5. Authorizes the Executive Board, in accordance with the terms and conditions of his delegation, to sell shares to members of a company savings plan as provided for under Article L. 443-5 last paragraph of the French Labor Code;
6. Decides that the Executive Board will have all powers to implement this delegation, including power to sub-delegate as permitted by law, within the limits and under the conditions specified above in order to, in particular:
 - set, in accordance with applicable legal conditions, the list of companies whose above-mentioned beneficiaries might subscribe to the shares or securities granting access to the capital so issued and benefit from shares or securities which grant access to the capital granted for free, if any;
 - decide that the subscriptions will be made directly by the beneficiaries member of a company savings plan, or through a company mutual fund (fonds commun de placement d'entreprise) or other structures or entities as permitted by applicable laws and regulations;

- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital ;
 - d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
 - de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
 - en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération des dites actions, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, procéder aux modifications corrélatives des statuts et d'une manière générale accomplir tous actes et formalités nécessaires ;
 - de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
 - le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;
 - de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations et modalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées ;
7. Décide que cette autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social de la société par émission d'actions réservées aux adhérents de plans d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers.

SEPTIEME RESOLUTION (*Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. Autorise le Directoire, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-185 du Code de commerce, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et éventuellement les mandataires sociaux de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions de la société provenant de rachats effectués par la société dans les conditions prévues par la loi ;
2. Décide que les options de souscription et les options d'achat consenties en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 2 % du capital social au jour de la décision du Directoire et que le montant nominal des augmentations de capital résultant de la levée d'options de souscription d'actions consenties en vertu de la présente délégation de compétence s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la première résolution de la présente assemblée ;

- determine the conditions, in particular those relating to seniority, which should be fulfilled by the beneficiaries of capital increases;
 - set the dates of the opening and closing of the subscription periods;
 - set the amounts of the issuances under this authorization and determine, in particular, the issuance prices, dates, time-periods, terms and conditions of subscription, payment, delivery and exercise of the securities (even retroactive), the reduction rules applicable in the event of over-subscription as well as the other terms and conditions of the issuances, in accordance with the applicable laws and regulations ;
 - in the event of the issuance of new shares, withdraw, as applicable, from reserves, profits or premiums, the sums necessary to pay up such shares, acknowledge the completion of share capital increases pursuant to this authorization, proceed with any subsequent amendment of the by-laws, and, generally, take all necessary measures and formalities;
 - acknowledge the completion of share capital increases in an amount up to the shares that will be subscribed;
 - if applicable, allocate the costs of capital increases to the amount of premiums related thereto and withdraw from this amount the sums necessary so that the legal reserve amounts to one-tenth of the new capital resulting from such capital increases;
 - enter into any agreements, carry out directly or indirectly through an agent all transactions and conditions, including any formalities resulting from capital increases and any subsequent amendments to the by-laws;
 - generally, enter into any agreement, in particular to guarantee the completion of the contemplated issuances, take all measures and decisions and carry out all formalities required for the issuance, listing and servicing of the securities issued pursuant to this delegation and the exercise of rights attached thereto or subsequent to completed capital increases;
7. Decides that this authorization deprives of effect from the date hereof the unused portion, if any, of any prior delegation granted to the Executive Board to increase the share capital of the Company through the issuance of shares or securities which grant access to the capital of the company reserved for members of a company savings plan, without preferred subscription rights in favor of the latter.

SEVENTH RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of its authority to grant stock options*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for extraordinary meetings, and having considered the Executive Board' report and the statutory auditors' special report:

1. Authorizes the Executive Board, pursuant to the provisions of Articles L. 225-177 through L. 225-185 of the French Commercial Code, to grant, on one or more occasions, in favor of the staff members it may choose among the employees and the corporate officers of the Company and companies or groupings linked to it under the conditions referred to in Article L. 225-180 of said Code, options giving the right to the grant of new shares of the company to be issued as part of a capital increase, as well as options giving the right to purchase shares of the Company from repurchases made by the Company under the conditions provided for by law;
2. Decides that stock options granted pursuant to this authorization shall not entitle their holders to a total number of shares greater than 2% of the share capital on the day of the Executive Board's decision, and that the nominal amount of capital increases resulting from the exercise of the stock-options granted pursuant to this delegation of authority will be deducted from the amount of the global cap provided for in paragraph 3 of the first resolution of this Meeting;

3. Décide que le prix à payer lors de l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions sera fixé par le Directoire le jour où les options seront consenties et que (i) dans le cas d'octroi d'options de souscription, ce prix ne pourra pas être inférieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la société sur l'Eurolist d'Euronext lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties, et (ii) dans le cas d'octroi d'options d'achat d'actions, ce prix ne pourra être inférieur ni à la valeur indiquée au (i) ci-dessus, ni au cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce. Si la société réalise l'une des opérations prévues par l'article L. 225-181 du Code de commerce, le Directoire prendra, dans les conditions prévues par la réglementation alors en vigueur, les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires, y compris, le cas échéant, en procédant à un ajustement du nombre des actions pouvant être obtenues par l'exercice des options consenties aux bénéficiaires pour tenir compte de l'incidence de cette opération ;
4. Constate que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure de l'exercice des options de souscription. L'augmentation du capital social résultant de l'exercice des options de souscription sera définitivement réalisée par le seul fait de la déclaration de l'exercice d'option accompagnée des bulletins de souscription et des versements de libération qui pourront être effectués en numéraire ou par compensation avec des créances sur la société ;
5. En conséquence, l'assemblée générale confère tous pouvoirs au Directoire pour mettre en oeuvre à présente autorisation et à l'effet notamment :
 - d'arrêter la liste des bénéficiaires d'options et le nombre d'options allouées à chacun d'eux ;
 - de fixer les modalités et conditions des options, et notamment :
 - la durée de validité des options, étant entendu que les options devront être exercées dans un délai maximal de 7 ans ;
 - la ou les dates ou périodes d'exercice des options, étant entendu que le Directoire pourra (a) anticiper les dates ou périodes d'exercice des options, (b) maintenir le caractère exerçable des options, ou (c) modifier les dates ou périodes pendant lesquelles les actions obtenues par l'exercice des options ne pourront être cédées ou mises au porteur ;
 - des clauses éventuelles d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée d'option étant précisé que s'agissant des options accordées aux mandataires sociaux, le Directoire doit, soit (a) décider que les options ne pourront être levées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit (b) fixer la quantité d'actions qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
 - le cas échéant, de limiter, suspendre, restreindre ou interdire l'exercice des options ou la cession ou la mise au porteur des actions obtenues par l'exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant porter sur tout ou partie des options ou des actions ou concerner tout ou partie des bénéficiaires ;
 - d'arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription ;
6. Décide que le Directoire aura également, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, tous pouvoirs pour constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites par l'exercice des options de souscription, modifier les statuts en conséquence, et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et effectuer toutes formalités nécessaires à la cotation des titres ainsi émis, toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire ;

3. Decides that the price to be paid at the time of the exercise of the stock options will be set by the Executive Board on the day the options are granted and that (i) if subscription options are granted, this price may not be lower than the average of the first market prices of the share of the Company on Eurolist by Euronext during the twenty trading days prior to the day the options to subscribe were granted, and (ii) if purchase options are granted, this price may not be lower than the amount indicated in (i) above, nor than the average purchase price for the shares held by the Company under Articles L. 225-208 and L. 225-209 of the French Commercial Code. If the Company carries out any of the transactions provided for in Article L. 225-181 of the French Commercial Code, the Executive Board will take, under the conditions provided for by the then applicable regulations, the measures necessary to protect the beneficiaries' interests, including, if necessary, by adjusting the number of shares that may be obtained from the exercise of options granted to the beneficiaries to take into account the effect of this transaction;
4. Acknowledges that this delegation entails the waiver by shareholders, in favor of the beneficiaries of the subscription options, of their preferred subscription rights to the shares, which will be progressively issued, as the subscription options are exercised. The capital increase resulting from the exercise of the subscription options will be definitive as soon as the beneficiary makes a declaration exercising the option together with the subscription form and the discharge payments that can be made either in cash or by set-off with amounts due by the company;
5. Consequently, the Shareholders' Meeting grants all powers to the Executive Board to implement this authorization and in particular to:
 - determine the list of the beneficiaries of options and the number of options allocated to each of them;
 - set the terms and conditions of the options, and in particular:
 - the period of validity of the options; it being understood that the options should be exercised within a maximum of seven years;
 - the date(s) or period(s) of exercise of the options; it being understood that the Executive Board may (a) anticipate the dates or periods of the exercise of the options, (b) maintain the exercisable nature of the options, or (c) modify the dates or periods during which the shares obtained by exercising options may not be sold or converted in bearer form;
 - provisions prohibiting the immediate resale of all or part of the shares, provided that the mandatory holding period for such shares shall not exceed three years from the exercise of the option; it being specified that as regard options granted to corporate officers, the Executive Board must either (a) decide that the options may not be exercised by the beneficiaries before their term expires, or (b) set the amount of shares that they must keep in registered form until their term expires;
 - if applicable, limit, suspend, restrict or prohibit the exercise of options or the sale or conversion into bearer form of the shares obtained by exercise of the options, during certain periods or as from certain events; its decision may relate to all or part of the options or shares or concern all or part of the beneficiaries;
 - set the date, even if retroactive, from which the new shares resulting from the exercise of the subscription options will give economic rights to their holders.
6. Decides that the Executive Board will also have, with the power to sub-delegate as permitted by the law, all powers to acknowledge the completion of share capital increases in an amount up to the shares that will be effectively subscribed by the exercise of the subscription options, to amend the by-laws subsequently, and on its own decision and if it deems advisable, allocate the costs of capital increases to the amount of premiums related thereto and deduct from this amount the sums necessary so that the legal reserve amounts to one-tenth of the new capital resulting from each capital increase, and make all necessary formalities for the listing of such issued securities, all necessary declarations with any authority and do whatever would otherwise need to be done;

7. Décide que cette autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions. Elle est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

HUITIEME RESOLUTION (Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. Autorise le Directoire, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre (à l'exclusion d'actions de préférence), au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié de la société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 dudit Code et les mandataires sociaux de la société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-197-1, II dudit Code, dans les conditions définies ci-après ;
2. Décide que les actions existantes ou à émettre attribuées en vertu de cette autorisation ne pourront pas représenter plus de 5 % du capital social au jour de la décision du Directoire ; étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la première résolution de la présente assemblée ;
3. Décide que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive soit (i) au terme d'une période d'acquisition minimale dont la durée ne sera pas inférieure à celle prévue par le Code de commerce au jour de la décision du Directoire (soit à ce jour deux ans) et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée minimale dont la durée ne sera pas inférieure à celle prévue par le Code de commerce au jour de la décision du Directoire (soit à ce jour deux ans après l'attribution définitive desdites actions), étant entendu que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive avant l'expiration de la période d'acquisition susvisée en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-1 du Code de la sécurité sociale et que les actions seront librement cessibles en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale soit, (ii) par dérogation à ce qui précède, pour les bénéficiaires non résidents français à la date d'attribution, qui ne pourraient donc pas bénéficier du régime de faveur prévu aux articles 80 quaterdecies et 6 bis de l'article 200A du Code général des impôts et pour lesquels le fait générateur de l'imposition coïncide avec la fin de la période d'acquisition, au terme d'une période d'acquisition minimale de quatre ans, et que les bénéficiaires ne seront alors astreints à aucune période de conservation, étant entendu que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive avant l'expiration de la période d'acquisition susvisée en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-1 du Code de la sécurité sociale et que lesdites actions seront librement cessibles en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale.
4. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et à l'effet notamment de :
 - déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes ;
 - déterminer l'identité des bénéficiaires, ou de la ou des catégories de bénéficiaires, des attributions d'actions parmi les membres du personnel et mandataires sociaux de la société ou des sociétés ou groupements susvisés et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;

7. Decides that this authorization deprives of effect from the date hereof, up to its unused portion, if any, any prior delegation to the Executive Board to grant stock options, whether options to purchase or to subscribe for shares. It is granted for a twenty-six-month period from the date hereof.

EIGHTH RESOLUTION (*Delegation to the Executive Board of its authority to grant, for free, existing or future shares in favor of the group's employees and corporate officers or to some of them*)

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions required for extraordinary meetings, and having considered the Executive Board's report and the statutory auditors' special report:

1. Authorizes the Executive Board, pursuant to the provisions of Articles L. 225-197-1 et seq. of the French Commercial Code, to grant, for free, on one or more occasions, existing or future shares (excluding preferred shares), in favor of such beneficiaries as it may determine among the staff of the Company or companies or groupings related to it under the conditions provided for in Article L. 225-197-2 of said Code and the corporate officers of the Company or companies or groupings related to it referred to in Article L. 225-197-1, II, under the conditions defined below;
2. Decides that the existing or future shares to be granted pursuant to this authorization may not represent more than 5% of the share capital on the day the decision of the Executive Board is made; it being specified that the maximum nominal amount of capital increases that may be carried out immediately or in the future pursuant to this delegation will be deducted from the amount of the global cap provided for in paragraph 3 of the first resolution of this Meeting;
3. Decides that the grant of such shares to their beneficiaries will be final either (i) at the end of a minimum acquisition period at least equal to the period provided for by the French Commercial Code (i.e., as of today, two years) and that the beneficiaries shall keep such shares for a mandatory holding period at least equal to the period provided for by the French Commercial Code as of the date of the Executive Board's decision (i.e., as of today, two years after such shares have been definitively granted), provided that the shares will be definitively granted to their beneficiaries before the above-mentioned acquisition period expires if the beneficiary becomes invalid according to the second or third category, as provided by Article L. 341-1 of the French Social Security Code, and that the shares may be sold without restrictions if the beneficiary becomes invalid according to the above-mentioned categories of the French Social Security Code, or (ii) as an exception, for beneficiaries which are not French residents as of the date the options are granted, and which could not therefore benefit from the favorable regime pursuant to Article 80 quaterdecies and 6bis of Article 200A of the French General Tax Code, and for which the event giving rise to taxation corresponds to the end of the acquisition period, at the end of a minimum acquisition period of four years, and that the beneficiaries shall not be subject to any mandatory holding period, provided such shares will be definitively granted to their beneficiaries before the above-mentioned acquisition period expires if the beneficiary becomes invalid according to the second or third category, as provided by Article L. 341-1 of the French Social Security Code, and that the shares may be sold without restrictions if the beneficiary becomes invalid according to the above-mentioned categories of the French Social Security Code.
4. Grants all powers to the Executive Board, with the power to sub-delegate as permitted by the law, to implement this authorization and in particular to:
 - determine if the shares granted for free are shares to be issued or already existing;
 - determine the identity of the beneficiaries, or of the category or categories of beneficiaries of the shares among the staff members and corporate officers of the Company or the aforementioned companies or groupings, and the number of shares granted to each of them;

- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, notamment la période d'acquisition minimale et la durée de conservation requise de chaque bénéficiaire, dans les conditions prévues ci-dessus étant précisé que s'agissant des actions octroyées gratuitement aux mandataires sociaux, le Directoire doit, soit (a) décider que les actions octroyées gratuitement ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit (b) fixer la quantité d'actions octroyées gratuitement qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
 - prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution ;
 - constater les dates d'attribution définitives et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, compte tenu des restrictions légales ;
 - d'inscrire les actions attribuées gratuitement sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant l'indisponibilité et la durée de celle-ci, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité ;
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, d'émission de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices par la création d'actions de préférence ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres. Il est précisé que les actions attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées ;
 - en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération des dites actions, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, procéder aux modifications corrélatives des statuts et d'une manière générale accomplir tous actes et formalités nécessaires ;
5. Constate qu'en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles, la présente autorisation emportera, au fur et à mesure de l'attribution définitive des dites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires des dites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires des dites actions à leur droit préférentiel de souscription sur les dites actions ;
 6. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Directoire viendrait à faire usage de la présente autorisation, il informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce, dans les conditions prévues par l'article L. 225-197-4 dudit code ;
 7. Prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux ;
 8. Décide que cette autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

NEUVIEME RESOLUTION (*Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Directoire à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites autorisées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce.

- set the conditions and, if any, the criteria for granting shares, in particular, the minimum acquisition period and the mandatory holding period applicable to each beneficiary, in accordance with the conditions mentioned above, provided that as regard the shares granted for free to the corporate officers, the Executive Board must either (a) decide that the shares granted for free may not be sold by the interested parties before their term expires, or (b) set the amount of shares granted for free that they must keep in registered form until their term expires;
 - provide the possibility to provisionally suspend the rights to be granted shares for free;
 - acknowledge the definitive date on which the shares are granted and the dates from which the shares may be freely sold, subject to applicable legal restrictions;
 - register the shares granted for free on an account in registered form in the name of their holder, mentioning that they are unavailable and the period for which they are unavailable, and to release the holder from such unavailability of the shares in any case in which the applicable regulations allow such release;
 - make, if applicable, any adjustments in the number of shares granted for free required to ensure the protection of the rights of beneficiaries, taking into account the impact of any transaction on the Company's capital, in particular in the event of the modification of the par value of the share, capital increase by capitalization of reserves, grant of free shares, issuance of new capital securities with preferred subscription rights for the shareholders, stock split or reverse stock split, distribution of reserves or issuance premiums or of any other assets, depreciation of capital, amendment in the profit distribution due to the issuance of preferred shares, or any other transaction affecting shareholders' equity; it being specified that the shares granted pursuant to these adjustments will be deemed to have been granted on the same day as the shares initially granted;
 - in the event of the issuance of new shares, withdraw, as applicable, from reserves, profits or premiums, the sums necessary to pay up such shares, acknowledge the completion of share capital increases pursuant to this authorization, amend the by-laws subsequently, and generally take all necessary measures and formalities;
5. Acknowledges that, in the event of the grant of new shares for free, this authorization will entail, as and when such shares are definitively granted, capital increase by capitalization of reserves, profits or premiums to the benefit of the beneficiaries of such shares and corresponding waiver by shareholders, in favor of beneficiaries of such shares, of their preferred subscription rights to such shares;
 6. Acknowledges the fact that, in the event that the Executive Board uses this authorization, it shall inform the Ordinary Shareholders' Meeting each year of the transactions carried out pursuant to the provisions of Articles L. 225-197-1 through L. 225-197-3 of the French Commercial Code, under the conditions provided for by Article L. 225-197-4 of said Code;
 7. Acknowledges that this authorization deprives of effect from the date hereof, up to its unused portion, if any, any prior delegation to the Executive Board to grant, for free, existing or future shares in favor of the group's employees and corporate officers or to some of them.
 8. Decides that this authorization is granted for a twenty-six-month period from date hereof.

NINTH RESOLUTION *(Authorization granted to the Executive Board to reduce the share capital through the cancellation of treasury shares)*

The Shareholders' Meeting, having satisfied the quorum and majority conditions of extraordinary meetings, and having considered the Executive Board' report and the statutory auditors' special report, authorizes the Executive Board to reduce the share capital, on one or more occasions, in such proportions and during such time-periods it may approve, by cancellation of any such quantity of treasury shares it may approve within the limits authorized by law, in accordance with the provisions of Articles L. 225-209 et seq. of the French Commercial Code.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la société en vertu de la présente autorisation, pendant une période de vingt-quatre mois, est de dix pour-cent (10%) des actions composant le capital de la société, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée générale.

Cette autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues. Elle est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

DIXIEME RESOLUTION (*Modification des Statuts*)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de modifier certaines clauses des statuts et adopte leur nouveau texte dans leur ensemble puis article par article. Un exemplaire du nouveau texte des statuts demeurera annexé au présent procès-verbal.

The maximum number of shares that may be cancelled by the Company pursuant to this authorization, for a twenty-four-month period, shall be ten percent (10%) of the shares forming the capital of the Company; it being noted that this limit will apply to an amount of capital of the Company as adjusted, if necessary, as a consequence of the transactions affecting it after this Shareholders' Meeting.

This authorization deprives of effect, from the date hereof, the unused portion of any prior delegation to the Executive Board to reduce the share capital by cancellation of treasury shares. It is granted for a twenty-six-month period from the date hereof.

The Shareholders' Meeting grants all powers to the Executive Board, with the power to sub-delegate, to carry out the transaction(s) of cancellation and reduction of capital that may be carried out pursuant to this authorization, to amend the by-laws accordingly and to carry out all formalities.

TENTH RESOLUTION (*Modification of the by-laws*)

The Shareholders' Meeting, having considering the Executive Board' report, decides to amend some provisions of the by-laws and consents to the new text of the by-laws as a whole, and each provision taken individually. A copy of the revised by-laws is attached to the minutes of the present Meeting.

COMMENT PARTICIPER AUX ASSEMBLEES DU 6 JUIN 2007

Chers Actionnaires,

Pour faciliter l'organisation de l'accueil et de la feuille de présence, nous vous donnons ici quelques conseils :

I. Être présent à l'Assemblée

⊃ Vous êtes Actionnaire au porteur : **ATTESTATION DE PARTICIPATION INDISPENSABLE**

Le plus simple est de demander à votre intermédiaire financier / banque d'envoyer une attestation de participation justifiant de votre qualité d'Actionnaire en précisant que vous souhaitez participer aux Assemblées Vallourec, à :

CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées – 92862 Issy les Moulineaux cedex 09
ou par fax au 01 57 78 35 04

ou directement à Vallourec, Service des Assemblées, au plus tard six jours ouvrés avant les réunions, soit avant le 3 juin 2007. Dès réception, une carte d'admission vous sera retournée.

Vous pouvez également vous présenter au bureau de l'Assemblée (Palais Brongniart) muni de cette attestation de participation.

⊄ Vous êtes Actionnaire au nominatif :

Vous recevrez un courrier vers le 11 mai. Il vous suffit de demander une carte d'admission en cochant le formulaire unique à la case A (partie supérieure), en datant et signant en bas, **avant** le 3 juin.

Vous pouvez également téléphoner au 01 57 78 34 44 ou nous écrire à l'adresse : dir.comm@vallourec.fr

II. Voter par correspondance ou donner pouvoir

Le mode d'emploi précis du formulaire unique est téléchargeable sur le site Vallourec. Vous pouvez donner pouvoir à votre conjoint, à un autre actionnaire, au Président ou voter par correspondance.

http://www.vallourec.fr/download.asp?url=pub/assemblee_generale_fr/71_A.pdf

⊃ Vous êtes Actionnaire au porteur : **ATTESTATION DE PARTICIPATION INDISPENSABLE**

Vous pouvez télécharger le formulaire unique (bulletin de vote / pouvoir) ou le demander, **et** le retourner par courrier **avec** l'attestation de participation de votre intermédiaire financier / banque à CACEIS Corporate Trust (adresse ci-dessus) ou au Siège social de Vallourec.

Vous pouvez demander à votre Banque qu'elle se charge de vous fournir les documents nécessaires et vous nous les transmettez comme indiqué ci-dessus.

Ce formulaire unique, accompagné de l'attestation de participation, devra être renvoyé de telle façon que les services de CACEIS Corporate Trust puissent le recevoir au plus tard le 3 juin 2007.

⊄ Vous êtes Actionnaire au nominatif :

Renvoyez le formulaire unique (que vous avez reçu ou que vous pouvez télécharger sur le site Vallourec) par courrier à CACEIS Corporate Trust (adresse ci-dessus) ou vous pouvez le faxer au 01 57 78 35 04.

Merci, chers Actionnaires, de votre participation.

Nous restons à votre disposition pour de plus amples informations au 01 49 09 38 86 ou au dir.comm@vallourec.fr



PARTICIPATING IN THE GENERAL MEETINGS ON 6 JUNE 2007

Dear Shareholders,

Please follow the instructions if you wish to attend in the General Meetings :

I. To attend the General Meetings

⇒ **If you hold bearer shares : A CERTIFICATE OF HOLDING IS COMPULSORY**

Ask your intermediary / bank to send a « certificate of holding » as a proof of shareholding and stating you wish to attend the Vallourec Meetings, to :

CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées – 92862 Issy les Moulineaux cedex 09
or fax it to +33 (0)1 57 78 35 04

or directly to Vallourec, Meetings department, no later than six business days before the meetings that is to say on 3 June 2007 at the latest. Your admission card will be sent to you upon reception of the certificate.

You can also introduce yourself to the Meeting Board (Palais Brongniart) with this certificate of holding.

⇨ **If you hold registered shares :**

You will receive a letter approximately on 11 may. To receive your admission card, only tick the A check box on the proxy formular (upper part), date and sign at the bottom and send it back **before** 3 June.

You can also phone to 33 (0)1 57 78 34 44 or mail to : dir.comm@vallourec.fr

II. To vote by post or by proxy

Please consult the Vallourec website for instructions on voting. You can nominate your spouse or another shareholder or the Chairman as proxy or send back the proxy form.

http://www.vallourec.fr/download.asp?url=pub/assemblee_generale_fr/71_A.pdf

⇒ **If you hold bearer shares : A CERTIFICATE OF HOLDING IS COMPULSORY**

You can download the single formular or ask for it, **and** send it back by post **together with** the certificate of holding of your intermediary / bank to CACEIS Corporate Trust (address here above) or to the Vallourec registered office.

You can also ask your bank to provide you with the necessary documents. Follow the instructions above to fill them in and send them back to us by post.

This single form, together with the certificate of holding, must be sent in such a way that relevant departments at CACEIS Corporate Trust receive it no later than on 3 June 2007.

⇨ **If you hold registered shares :**

Send back the single formular (sent to you or downloaded from the Vallourec website) by post to CACEIS Corporate Trust (address here above) or fax it to 33 (0)1 57 78 35 04.

Thank you for taking part in the General Meetings.

If you require further information, feel free to call us on +33 (0)1 49 09 38 86 or e-mail us at dir.comm@vallourec.fr

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY)

en euros (€)

	2002	2003	2004	2005	2006
CAPITAL (CAPITAL)					
Capital social (Share capital)	194 604 520	194 604 520	197 399 120	212 006 640	212 047 480
Nombre d'actions ordinaires existantes (Number of ordinary shares in issue)	9 730 226	9 730 226	9 869 956	10 600 332	53 011 870
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droits de vote) existantes (Number of preference dividend shares (without voting rights) in issue)					
Nombre maximal d'actions futures à créer : (Maximum number of new shares to be issued:)					
- Par conversion d'obligations (By conversion of bonds)					
- Par exercice de droits de souscription (By exercise of subscription rights)	173 250	171 750	32 020	8 174	30 660
- Par remboursement d'obligations (By redemption of bonds)					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (OPERATIONS AND RESULTS FOR THE YEAR)					
Chiffre d'affaires hors taxes (Sales excluding tax)	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements & provisions (Income (loss) before tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and provisions)	26 166 369	71 129 582	-58 687 367	-11 515 957	158 527 985
Impôt sur les bénéfices (Income tax)	-12 983 543	-3 192 803	-5 827 453	-10 031 246	-13 234 248
Participation des salariés due au titre de l'exercice (Employee profit sharing in respect of the year)					
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions (Income (loss) after tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and pro	19 058 711	56 780 396	30 064 061	14 144 934	172 068 021
Résultat distribué (Dividends distributed)	20 433 473	15 568 362	31 583 859	118 723 718	318 071 220
RESULTAT PAR ACTION (PER SHARE DATA)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant amortissements & provisions (Income (loss) after tax and employee profit sharing, but before depreciation and provisions)	4,02	7,64	-5,36	-0,14	3,24
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions (Income (loss) after tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and provisions)	1,96	5,84	3,05	1,33	3,25
Dividende attribué à chaque action (Dividend allotted to each share)	2,10	1,60	3,20	11,20	6,00
PERSONNEL (EMPLOYEES)					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice (Average number of employees during the financial year)	6	4	5	5	5
Montant de la masse salariale de l'exercice (Payroll for the financial year)	422 011	530 257	594 460	573 987	732 844
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...) (Payroll-related costs (social security, employee benefits, etc.))	155 074	193 881	188 462	214 024	258 138

VALLOUREC

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 212 047 480 €
Siège social, 130 rue de Silly à 92100 Boulogne Billancourt
Nouveau siège social à partir du 21 mai 2007 :
27 av du Général Leclerc - 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

DU 29 MAI 2007 ne pouvant se tenir faute de quorum re convoquée le 6 JUIN 2007
TO BE HELD ON 29 MAY 2006 will not take place due to an insufficient quorum, invited a second time on 6 JUNE 2007

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS REQUEST FOR DOCUMENTS AND INFORMATION

(Visés à l'article 135 du décret 67-236 du 23 mars 1967)
(Covered by article 135 of decree 67-236 dated 23 March 1967)

Je soussigné (I, the undersigned) :

Nom et prénoms (Surname and first name):

Domicile (Home address) :

Courriel (e-mail) ou téléphone (phone) :

Propriétaire de (Owner of) : actions nominatives et de (registered shares and) actions au porteur (bearer shares) inscrites en compte chez (établissement financier).

Ayant pris connaissance des documents joints à la présente formule, se rapportant à l'Assemblée précitée et visés à l'article 133 du décret 67-236 du 23 mars 1967 (having read the documents attached to this form, concerning the above-mentioned Meeting and covered by article 133 of decree 67-236 dated 23 March 1967),

Demande à ladite société de m'adresser sans frais pour moi, à compter de la convocation officielle et avant la réunion de l'Assemblée, les documents et renseignements visés à l'article 135 du même document (request the said company to send me, free of charge, following the publication of the official notice and before the Meeting, the documents and information covered by article 135 of the same decree).

Fait à (Signed place)

, le (date)

en cas d'utilisation cette formule doit être retournée directement au siège de la Société.
(When completed, this form should be returned directly to the company's Registered Office)

NOTA – Conformément à l'article 138 du décret du 23 mars 1967, les Actionnaires nominatifs peuvent par une demande unique obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles 133 et 135 du décret précité à l'occasion de chacune des Assemblées ultérieures (In accordance with article 138 of the decree dated 23 March 1967, registered shareholders may make a single request for the company to send documents and information covered by articles 133 and 135 of the above-mentioned decree for each subsequent Meeting)



SA à Directoire et à Conseil de Surveillance
au capital de 212 047 480 €
Siège social : 130 rue de Silly - 92100 Boulogne-Billancourt
Nouveau siège social à partir du 21 mai 2007 :
27 av du Général Leclerc - 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre
Siret 552 142 200 00765 APE 741J

Tél. : +33 (0)1 49 09 38 24
Fax : +33 (0)1 49 09 36 94
Site Internet : www.vallourec.fr